3 SEP 1953
Bureau
coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 8 juillet 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant le fonctionnement des commissions de contrôle et de revision, déterminant leur compétence territoriale et établissant les règles de procédure pour l'application de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée, modifié par la loi du 30 mai 1953", a donné le 29 juillet 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 8e Juli 1953 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij de werking van de contrôle en herzieningscommissies geregeld, hun territoriale bevoegdheid bepaald en de procedure regels, met het oog op de toepassing van de besluitwet van 19 September 1945 tot vaststelling van het statuut van de gewapende weerstand, gewijzigd door de wet van 30 Mei 1953, vastgesteld worden", heeft de 29e Juli 1953 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 2, alinéa 2, du projet, le Ministre de la Défense nationale peut soumettre la demande à une commission de contrôle siégeant dans une autre province "en cas de nécessité ou dans l'intérêt de l'examen d'un dossier".

En vue d'éviter tout reproche d'arbitraire, le Conseil d'Etat propose de substituer à la notion de nécessité, celle plus précise de l'impossibilité de composer la commission conformément à la loi, et de substituer de même à la notion de l'intérêt de l'examen d'un dossier, celle de la connexité.

\+

\+ \+

Suivant l'article 7, alinéa 3 du projet une décision rendue par défaut est susceptible d'opposition de la part de l'intéressé pour autant que le défaut de comparaître ne lui soit pas imputable.

Le Conseil d'Etat estime qu'en vue de se conformer aux principes généralement admis en matière de procédure civile, il serait souhaitable de prévoir que l'opposition doit être motivée. Comme l'opposition ne constitue pas un droit absolu, il conviendrait de prévoir en outre l'obligation pour l'intéressé d'indiquer dans la lettre par laquelle il fait opposition les raisons pour lesquelles il n'a pas comparu.

\+

\+ \+

L'alinéa 3 de l'article 10 du projet apporte une dérogation importante en faveur du Ministre de la Défense nationale aux délais d'appel fixés par les alinéas précédents de cet article.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'alinéa 3 devrait préciser les cas dans lesquels le Ministre pourra interjeter appel après l'expiration des délais normaux. Un texte est proposé à cet effet.

\+

\+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui résultent du texte ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX COMMISSIONS DE CONTROLE ET DE REVISION POUR RESISTANTS ARMES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée, maintenu en vigueur par la loi du 1er juin 1949 et modifié par la loi du 30 mai 1953;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - DE LA COMMISSION DE CONTROLE.

Section 1ère. - Compétence territoriale.

Article 1er.-

Le Ministre de la Défense nationale est autorisé à instituer une ou plusieurs commissions de contrôle dans chaque province.

Article 2.-

§ 1er. La compétence territoriale des commissions de contrôle est déterminée par le domicile ou, à défaut, par la résidence de l'intéressé ou de l'ayant droit, à la date où la demande est introduite.

En cas de pluralité de demandes émanant d'ayants droit domiciliés ou résidant dans des provinces différentes, la commission compétente est celle dans le ressort de laquelle l'intéressé avait son domicile ou, à défaut de domicile, sa résidence, au moment de son décès.

Toutefois, lorsqu'il est impossible de composer les commissions de contrôle d'une province

conformément à l'article 3 ou en cas de connexité, le Ministre de la Défense nationale peut soumettre la demande à une commission instituée dans une autre province.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale détermine dans chaque cas particulier la commission compétente pour connaître des demandes introduites par des personnes qui n'ont ni leur domicile, ni leur résidence en Belgique.

Section 2. - Composition.

Article 3.-

§ 1er. Les commissions de contrôle sont présidées par un magistrat ou par un avocat belge ayant au moins dix années d'inscription au tableau de l'ordre des avocats; le président est désigné par le Ministre de la Défense nationale.

Les commissions sont composées, en outre :

1° d'un officier ou ancien officier ayant été prisonnier en Allemagne pendant toute l'occupation, désigné par le Ministre de la Défense nationale;

2° des trois résistants armés reconnus prévus dans les articles 1er, 2 ou 4 de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale désigne le greffier sur proposition du président.

§ 3. Les membres de la commission ainsi que le greffier peuvent avoir des suppléants désignés dans les mêmes conditions.

Section 3. - Procédure.

Article 4.-

L'intéressé ou ses ayants droit sont convoqués par lettre recommandée à la poste avec la mention "à remettre en mains propres", au moins vingt jours francs avant la date de l'audience.

Ils peuvent se faire représenter ou assister d'un avocat ou d'une personne agréée par la commission dans chaque cas.

Article 5.-

La commission procède à toute mesure d'instruction qu'elle juge utile.

Elle peut notamment convoquer des témoins, soit d'office, soit à la requête de l'intéressé. L'invitation à comparaître comme témoin doit être envoyée par lettre recommandée à la poste, au moins dix jours francs avant la date de l'audience.

Article 6.-

La procédure devant les commissions de contrôle et le prononcé des décisions ont lieu à huis clos.

Le greffier tient le plumitif des audiences; il acte les déclarations de l'intéressé ou de ses ayants droit ainsi que celles des témoins.

Article 7.-

Les décisions sont motivées.

Elles sont prises à la majorité des voix et sont signées par les membres de la commission et par le greffier.

Ce dernier les consigne dans un registre coté et paraphé par le président ou les enliasse par ordre chronologique.

Article 8.-

La décision de la commission est notifiée par le greffier, dans les dix jours du prononcé, à l'intéressé ou à ses ayants droits par lettre recommandée à la poste avec mention "à remettre en mains propres".

Elle est notifiée dans le même délai au Ministre de la Défense nationale par lettre recommandée à la poste.

Une copie de la décision est également adressée dans ce délai au groupement dont l'intéressé se réclame.

.../...

Section 4. - Opposition.

Article 9.-

Si l'intéressé ou ses ayants droit régulièrement convoqués ne comparaissent pas ou ne sont pas dûment représentés, la commission statue par défaut.

L'intéressé ou ses ayants droit ne peuvent faire opposition à cette décision que si le défaut de comparaître ne leur est pas imputable.

L'opposition motivée doit être faite par lettre recommandée à la poste adressée au Ministre de la Défense nationale, dans le délai de dix jours francs à dater de la notification de la décision; elle doit également indiquer les raisons pour lesquelles l'intéressé ou ses ayants droit n'ont pas comparu.

CHAPITRE II. - DE L'APPEL DEVANT LA COMMISSION DE REVISION.

Section 1ère. - Compétence territoriale.

Article 10.-

Le Ministre de la Défense nationale est autorisé à instituer une ou plusieurs commissions de revision dans chaque province.

Article 11.-

§ 1er. La compétence territoriale des commissions de revision est déterminée par le domicile ou, à défaut, par la résidence de l'intéressé ou de l'ayant droit à la date où le recours est exercé.

En cas de pluralité d'appels émanant d'ayants droit domiciliés ou résidant dans les provinces différentes, la commission compétente est celle dans le ressort de laquelle l'intéressé avait son domicile ou, à défaut de domicile, sa résidence au moment de son décès.

Toutefois, lorsqu'il est impossible de composer les commissions de revision d'une province conformément à l'article 12 ou en cas de connexité, le Ministre de la Défense nationale peut soumettre l'appel à une commission instituée dans une autre province.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale détermine dans chaque cas particulier la commission de revision compétente pour connaître des appels concernant des personnes qui n'ont ni leur domicile, ni leur résidence en Belgique.

Section 2. - Composition.

Article 12.-

§ 1er. Les commissions de revision sont composées :

.../...

1° d'un magistrat qui assume les fonctions de président;

2° d'un officier ou ancien officier ayant été prisonnier de guerre en Allemagne pendant toute l'occupation, qui assume les fonctions de rapporteur;

3° de trois membres reconnus de la résistance armée, proposés par les groupements de résistance armée reconnus.

Les membres des commissions sont désignés par le Ministre de la Défense nationale.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale désigne le greffier sur proposition du président.

§ 3. Les membres de la commission ainsi que le greffier peuvent avoir des suppléants désignés dans les mêmes conditions.

Section 3. Procédure.

Article 13.-

§ 1er. L'intéressé ou ses ayants droit peuvent interjeter appel de la décision de la commission de contrôle par lettre recommandée à la poste adressée au Ministre de la Défense nationale, dans les soixante jours de la notification de cette décision.

Le Ministre de la Défense nationale peut interjeter appel de la décision de la commission de

.../...

contrôle, par lettre recommandée à la poste adressée à l'intéressé ou à ses ayants droit, dans l'année de la notification de cette décision. Il doit motiver son appel.

§ 2. Les délais d'appel prennent cours à partir du jour de la publication du présent arrêté au Moniteur belge, pour les décisions qui ont été rendues avant cette publication.

Article 14.-

Lorsqu'il ressort d'une décision judiciaire ou d'une décision d'une commission de contrôle ou de revision, qu'une personne a délivré des attestations ou fait des déclarations inexactes relatives au recrutement, à l'activité ou au maintien d'un intéressé à la disposition d'un groupement de résistance, le Ministre de la Défense nationale peut, passé le délai d'un an, interjeter appel des décisions des commissions de contrôle ayant accordé la qualité de résistant armé à ceux qui ont bénéficié d'attestations ou de déclarations de ladite personne.

Le Ministre de la Défense nationale doit former cet appel au plus tard trois mois après avoir reçu notification des décisions des commissions ou après avoir eu connaissance des décisions judiciaires.

Article 15.-

Dans le cas prévu à l'article 14, la commission de revision vérifiera préalablement si les faits

.../...

articulés à l'appui de l'appel paraissent suffisamment concluants pour qu'il y ait lieu à statuer au fond.

Article 16.-

Il est tenu au greffe de chaque commission de revision un registre dans lequel sont inscrites, dans l'ordre chronologique, les requêtes en appel qui lui sont transmises.

Article 17.-

Sous réserve de l'application de l'article 15, la commission de revision siégeant en degré d'appel est saisie de la cause en son ensemble, même si l'appel est partiel ou contient des réserves.

Article 18.-

Préalablement à l'examen des dossiers par la commission, l'officier rapporteur peut être chargé par le président de certaines mesures d'enquête.

Article 19.-

Les articles 4 à 9 sont applicables à la procédure en appel devant la commission de revision.

.../...

CHAPITRE III. - DU REEXAMEN DEVANT LA COMMISSION DE REVISION.

Article 20.-

L'intéressé ou ses ayants droit peuvent demander le réexamen des décisions des commissions de revision, par lettre recommandée à la poste adressée au Ministre de la Défense nationale.

Le Ministre de la Défense nationale peut également demander le réexamen de ces décisions, par lettre recommandée à la poste adressée à l'intéressé ou à ses ayants droit.

Les demandes de réexamen doivent indiquer l'erreur de fait ou l'élément nouveau invoqué.

Article 21.-

La commission de revision statue préalablement sur la recevabilité de la demande. Elle statue, le cas échéant, ensuite, par une décision distincte, sur le fond comme s'il s'agissait d'une décision sur appel.

Article 22.-

Les articles 4 à 9 sont applicables à la procédure en réexamen devant la commission de revision.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIVERSES COMMISSIONS.

Article 23.-

Les présidents des commissions fixent les jours et heures des audiences.

Article 24.-

La procédure est poursuivie devant les commissions dans la langue nationale choisie par l'intéressé ou ses ayants droit, et la décision est rendue dans cette langue.

Lorsqu'un ou plusieurs membres de la commission ne comprennent pas cette langue, la demande est renvoyée par le Ministre de la Défense nationale à une commission du régime linguistique choisi par l'intéressé ou ses ayants droit.

Article 25.-

L'intéressé ou ses ayants droit ne peuvent se faire représenter ou assister par un membre des commissions.

Article 26.-

Les membres des commissions sont tenus de se récuser lors de l'examen de toute demande à laquelle ils ont un intérêt quelconque ou à propos de laquelle ils pourraient être cités comme témoin.

Article 27.-

Les membres des commissions ne peuvent divulguer aucun renseignement ni aucune information dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, et doivent garder le secret des délibérations.

Cette obligation subsiste après la fin de leur mandat.

Article 28.-

Le fonctionnement des commissions est placé sous la haute surveillance du Ministre de la Défense nationale.

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 29.-

Sont abrogés :

1° les articles 1er à 12 et 19 de l'arrêté ministériel du 28 mai 1947 remplaçant l'arrêté ministériel du 5 juillet 1946 instituant les commissions prévues aux articles 1er, 2 et 4 de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 1951;

2° l'arrêté ministériel du 19 juin 1948 instituant des commissions de revision de reconnaissance de la qualité de résistant.

.../...

Article 30.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 31.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Volgens artikel 2, tweede lid, van het ontwerp kan de Minister van Landsverdediging "in geval van nood of in het belang van het onderzoek van een dossier" de aanvraag voorleggen aan een contrôlecommissie met zetel in een andere provincie.

Teneinde ieder verwijt van willekeur te voorkomen, ware het, volgens de Raad van State, verkieslijk, in plaats van op de "nood", zich te beroepen op de onmogelijkheid de commissie overeenkomstig de wet samen te stellen, en eveneens het begrip "belang van het onderzoek van een dossier" te vervangen door het begrip "samenhang".

\+

\+ +

Volgens artikel 7, derde lid, van het ontwerp kan de betrokkene tegen een beslissing bij verstek verzet aantekenen voor zover hij aan het verstek geen schuld heeft.

De Raad van State is van oordeel, dat om de algemeen aanvaarde beginselen inzake burgerlijke rechtsvordering na te leven, het wenselijk is te bepalen dat het verzet gemotiveerd moet zijn. Aangezien het verzet geen volstrekt recht is, ware het daarenboven nodig de betrokkene de verplichting op te leggen, in de brief waarbij hij verzet aantekent de redenen van zijn niet-verschijnen op te geven.

\+

\+ +

.../...

Het derde lid van artikel 10 van het ontwerp voert ten gunste van de Minister van Landsverdediging een belangrijke afwijking in van de termijnen van beroep, bij de vorige leden van dit artikel gesteld.

De Raad van State is van advies, dat het derde lid nader zou moeten bepalen in welke gevallen de Minister na het verstrijken van de normale termijnen beroep kan aantekenen. Een tekst in die zin wordt hierna voorgesteld.

\+

\+ \+

Voor het overige stelt de Raad van State voor, in het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen die uit de hiernavolgende tekst blijken :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE CONTROLE- EN HERZIENINGSCOMMISSIES VOOR GEWAPENDE WEERSTANDERS.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 19 September 1945 tot vaststelling van het statuut van de gewapende weerstand, in werking gebleven krachtens de wet van 1 Juni 1949 en gewijzigd bij de wet van 30 Mei 1953;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - DE CONTROLECOMMISSIE.

Afdeling 1. - Territoriale bevoegdheid .

Artikel 1.-

De Minister van Landsverdediging is gemachtigd, in iedere provincie een of meer contrôlecommissies in te stellen.

Artikel 2.-

§ 1. De territoriale bevoegdheid van de contrôlecommissies wordt bepaald door de woonplaats of, bij gebreke daarvan, door de verblijfplaats van de belanghebbende of van de rechtverkrijgende op de datum waarop de aanvraag is ingediend.

Ingeval meer dan één aanvraag wordt ingediend door rechtverkrijgenden die hun woonplaats of hun verblijfplaats in verschillende provincies hebben, is bevoegd de commissie binnen het ambtsgebied waarvan de belanghebbende bij zijn overlijden zijn woonplaats of, bij gebreke daarvan, zijn verblijfplaats had.

.../...

Wanneer het evenwel onmogelijk is, de contrôlecommissies van een provincie overeenkomstig artikel 3 samen te stellen of ingeval van samenhang, kan de Minister van Landsverdediging de aanvraag voorleggen aan een contrôlecommissie van een andere provincie.

§ 2. De Minister van Landsverdediging bepaalt in ieder bijzonder geval, welke commissie bevoegd is om kennis te nemen van de aanvragen ingediend door personen die noch hun woonplaats noch hun verblijfplaats in België hebben.

Afdeling 2.-Samenstelling.

Artikel 3.-

§ 1. De contrôlecommissies worden voorgezeten door een magistraat of door een Belgisch advocaat met ten minste tien jaar inschrijving op de tabel van de orde der advocaten; de voorzitter wordt door de Minister van Landsverdediging aangewezen.

De commissies bestaan bovendien uit :

1° een officier of gewezen officier die gedurende gans de bezetting in Duitsland krijgsgevangen is geweest; hij wordt door de Minister van Landsverdediging aangewezen;

2° de drie erkende gewapende weerstanders, bedoeld in de artikelen 1, 2 of 4 van de besluitwet van 19 September 1945.

.../...

§ 2. De Minister van Landsverdediging wijst de griffier aan op voordracht van de voorzitter.

§ 3. De leden van de commissie en de griffier kunnen plaatsvervangers hebben, onder dezelfde voorwaarden aangewezen.

Afdeling 3. - Procedure.

Artikel 4.-

De belanghebbende of zijn rechtverkrijgenden worden tenminste twintig vrije dagen vóór de datum van de terechtzitting opgeroepen bij een ter post aangetekende brief met vermelding : persoonlijk overhandigen.

Zij kunnen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door een persoon die de commissie voor ieder geval heeft aanvaard.

Artikel 5.-

De commissie doet alle onderzoeksverrichtingen die zij nodig acht.

Zij kan onder meer getuigen oproepen, hetzij ambtshalve hetzij op verzoek van belanghebbende. De oproeping om als getuige te verschijnen moet tenminste tien vrije dagen vóór de datum van de terechtzitting bij een ter post aangetekende brief worden verzonden.

.../...

Artikel 6.-

De procedure voor de contrôlecommissies en de uitspraak der beslissingen hebben met gesloten deuren plaats.

De griffier houdt het zittingblad van de terechtzittingen; hij neemt akte van de verklaringen van de belanghebbende of zijn rechtverkrijgenden en van de getuigen.

Artikel 7.-

De beslissingen worden met redenen omkleed.

Zij worden bij meerderheid van stemmen genomen en door de leden van de commissie en de griffier ondertekend.

De griffier tekent ze op in een door de voorzitter genummerd en geparafeerd register of bundelt ze in chronologische volgorde.

Artikel 8.-

De beslissing van de commissie wordt, binnen tien dagen na de uitspraak bij een ter post aangetekende brief met vermelding "persoonlijk overhandigen", door de griffier ter kennis gebracht van de belanghebbende of zijn rechtverkrijgenden.

Zij wordt binnen een zelfde termijn bij een ter post aangetekende brief de Minister van Landsverdediging ter kennis gebracht.

.../...

Een afschrift van de beslissing wordt eveneens binnen die termijn overgemaakt aan de groepering waartoe de belanghebbende beweert te hebben behoord.

Afdeling 4.- Verzet.

Artikel 9.-

Indien de belanghebbende of zijn rechtverkrijgenden, regelmatig opgeroepen, niet verschijnen of niet behoorlijk vertegenwoordigd zijn, doet de commissie uitspraak bij verstek.

De belanghebbende of zijn rechtverkrijgenden kunnen tegen deze beslissing alleen in verzet komen indien het niet-verschijnen niet aan hen is te wijten.

Het gemotiveerd verzet moet bij een ter post aangetekende brief aan de Minister van Landsverdediging gedaan worden binnen de termijn van tien vrije dagen te rekenen van de kennisgeving van de beslissing; zij moet eveneens aangeven waarom de belanghebbende of zijn rechtverkrijgenden niet zijn verschenen.

HOOFDSTUK II. - BEROEP BIJ DE HERZIENINGSCOMMISSIE.

Afdeling 1. - Territoriale bevoegdheid.

Artikel 10.-

De Minister van Landsverdediging is gemachtigd, in iedere provincie een of meer herzieningscommissies in te stellen.

.../...

Artikel 11.-

§ 1. De territoriale bevoegdheid van de herzieningscommissies wordt bepaald door de woonplaats of, bij gebreke daarvan, door de verblijfplaats van de belanghebbende of van de rechtverkrijgende op de datum waarop het beroep is ingesteld.

Ingeval meer dan één beroep wordt ingesteld door rechtverkrijgenden die hun woonplaats of hun verblijfplaats in verschillende provincies hebben, is bevoegd de commissie binnen het ambtsgebied waarvan de belanghebbende bij zijn overlijden zijn woonplaats of, bij gebreke daarvan, zijn verblijfplaats had.

Wanneer het evenwel onmogelijk is, de herzieningscommissies van een provincie overeenkomstig artikel 12 samen te stellen, of ingeval van samenhang, kan de Minister van Landsverdediging het beroep voorleggen aan een herzieningscommissie van een andere provincie.

§ 2. De Minister van Landsverdediging bepaalt in ieder bijzonder geval, welke herzieningscommissie bevoegd is om kennis te nemen van de beroepen betreffende personen die noch hun woonplaats noch hun verblijfplaats in België hebben.

Afdeling 2. - Samenstelling.

Artikel 12.-

§ 1. De herzieningscommissies bestaan uit :

.../...

1° een magistraat die als voorzitter optreedt;

2° een officier of gewezen officier die gedurende gans de bezetting in Duitsland krijgsgevangen is geweest; hij treedt als verslaggever op;

3° drie erkende leden van de gewapende weerstand, door de erkende groeperingen van de gewapende weerstand voorgedragen.

De leden van de commissies worden door de Minister van Landsverdediging aangewezen.

§ 2. De Minister van Landsverdediging wijst de griffier aan op voordracht van de voorzitter.

§ 3. De leden van de commissie en de griffier kunnen plaatsvervangers hebben, onder dezelfde voorwaarden aangewezen.

Afdeling 3. - Procedure.

Artikel 13.-

§ 1. De belanghebbende of zijn rechtverkrijgenden kunnen van de beslissing van de contrôlecommissie in beroep komen bij een ter post aangetekende brief aan de Minister van Landsverdediging, binnen zestig dagen na de kennisgeving van deze beslissing.

De Minister van Landsverdediging kan van de beslissing van de contrôlecommissie in beroep komen bij een ter post aangetekende brief aan de belanghebbende of aan zijn rechtverkrijgenden, binnen het jaar

.../...

na de kennisgeving van deze beslissing. Hij moet zijn beroep met redenen omkleden.

§ 2. De termijnen van beroep gaan in de dag waarop dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, voor de beslissingen die vóór deze bekendmaking zijn uitgesproken.

Artikel 14.-

Wanneer uit een gerechtelijke beslissing of uit een beslissing van een contrôle- of herzieningscommissie blijkt, dat iemand onnauwkeurige getuigschriften heeft afgegeven of onjuiste verklaringen heeft afgelegd betreffende de aanwerving, de werkzaamheid of het ter beschikking van een weerstandsgroepering blijven van een belanghebbende, kan de Minister van Landsverdediging, ondanks het verstrijken van de termijn van een jaar, in beroep komen tegen de beslissingen van de contrôlecommissies die de hoedanigheid van gewapend weerstander hebben verleend aan hen te wier gunste getuigschriften of verklaringen van genoemde persoon werden gegeven.

De Minister van Landsverdediging moet dit beroep instellen uiterlijk drie maanden nadat hij de kennisgeving van de beslissingen der commissies heeft ontvangen of nadat hij de gerechtelijke beslissingen heeft vernomen.

Artikel 15.-

In het onder artikel 14 bedoelde geval onderzoekt de herzieningscommissie vooraf, of de tot staving van het beroep aangevoerde feiten genoegzaam

.../...

ter zake dienen om aanleiding te geven tot uitspraak ten gronde.

Artikel 16.-

Ter griffie van iedere herzieningscommissie wordt een register gehouden, waarin de haar overgemaakte beroepschriften in chronologische volgorde worden ingeschreven.

Artikel 17.-

Behoudens toepassing van artikel 15 is bij de herzieningscommissie zitting houdend in beroep de zaak in haar geheel aanhangig, zelfs indien het beroep gedeeltelijk is of voorbehoud bevat.

Artikel 18.-

Vóór het onderzoek van de dossiers door de commissie kan de officier-verslaggever door de voorzitter met sommige onderzoeksverrichtingen worden belast.

Artikel 19.-

De artikelen 4 tot 9 zijn toepasselijk op de procedure in beroep voor de herzieningscommissie.

.../...

HOOFDSTUK III.- NIEUW ONDERZOEK VOOR DE HERZIENINGSCOMMISSIE.

Artikel 20.-

De belanghebbende of zijn rechtverkrijgenden kunnen een nieuw onderzoek van de beslissingen van de herzieningscommissies aanvragen, bij een ter post aangetekende brief aan de Minister van Landsverdediging.

De Minister van Landsverdediging kan eveneens een nieuw onderzoek van deze beslissingen aanvragen, bij een ter post aangetekende brief aan de belanghebbende of aan zijn rechtverkrijgenden.

In de aanvragen om een nieuw onderzoek moet melding worden gemaakt van de dwaling omtrent de feiten of het nieuw ingeroepen gegeven.

Artikel 21.-

De herzieningscommissie doet vooraf uitspraak over de ontvankelijkheid van de aanvraag. Bij voorkomend geval doet zij naderhand in een afzonderlijke beslissing uitspraak over de grond alsof het een beslissing na beroep betrof.

Artikel 22.-

De artikelen 4 tot 9 zijn toepasselijk op de procedure voor een nieuw onderzoek bij de herzieningscommissie.

.../...

HOOFDSTUK IV.- GEMEENE BEPALINGEN VOOR DE VERSCHILLENDE COMMISSIES.

Artikel 23.-

De voorzitters van de commissies stellen dag en uur van de terechtzittingen vast.

Artikel 24.-

De procedure wordt voor de commissies gevoerd in de landstaal die de belanghebbende of zijn rechtverkrijgenden hebben gekozen, en de beslissing wordt in die taal gewezen.

Ingeval een of meer leden van de commissie deze taal niet verstaan, verwijst de Minister van Landsverdediging de aanvraag naar een commissie van het taalstelsel dat de belanghebbende of zijn rechtverkrijgenden hebben gekozen.

Artikel 25.-

De belanghebbende of zijn rechtverkrijgenden mogen zich niet laten vertegenwoordigen of bijstaan door een lid van de commissies.

Artikel 26.-

De leden van de commissies moeten zich verschonen bij het onderzoek van iedere aanvraag waarbij zij enig belang hebben of waarbij zij als getuige zouden kunnen opgeroepen worden.

.../...

Artikel 27.-

De leden van de commissies mogen geen ruchtbaarheid geven aan inlichtingen of mededelingen waarvan zij in de uitoefening van hun ambt kennis hebben gekregen, en moeten de beraadslagingen geheim houden.

Deze verplichting blijft bestaan na het eindigen van hun mandaat.

Artikel 28.-

De werking van de commissies staat onder het hoge toezicht van de Minister van Landsverdediging.

HOOFDSTUK V. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 29.-

Opgeheven worden :

1° de artikelen 1 tot 12 en 19 van het ministerieel besluit van 28 Mei 1947 genomen ter vervanging van het ministerieel besluit van 5 Juli 1946 houdende inrichting der commissies voorzien bij de artikelen 1, 2 en 4 van de besluitwet van 19 September 1945 tot vaststelling van het statuut van de gewapende weerstand, zoals het is gewijzigd bij ministerieel besluit van 24 December 1951;

2° het ministerieel besluit van 19 Juni 1948 tot instelling van de herzieningscommissies tot erkenning van de hoedanigheid van gewapende weerstander.

.../...

Artikel 30.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 31.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : D. DECLEIRE, conseiller d'Etat, président,
G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
K. MEES,
F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter,
raadsheren van State,
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) D. DECLEIRE.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1953.

Pour le Greffier du Conseil d'Etat,

Le Greffier adjoint,

De 1953.

Voor de Griffier van de Raad van State,

De Adjunct-Griffier,